

# Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection au titre du code de l'environnement DREAL Bourgogne

<b>Unité territoriale de Saône-et-Loire</b>	<b>Subdivision 3</b>
<b>Noms des inspecteurs :</b> Emilie FEDIDE <b>Date d'annonce de l'inspection :</b> 14/09/2015 <b>Date de l'inspection :</b> 05/11/2015 <b>Type d'inspection :</b> <input type="checkbox"/> approfondie                      ou <input type="checkbox"/> courante                      ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée                                      ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée                                      ou <input type="checkbox"/> circonstancielle	
<b>Motif de la planification :</b> Programme pluriannuel de contrôle	
<b>Société :</b> KNAUF <b>Commune :</b> Torcy <b>Activité :</b> Fabrication et transformation de polystyrène expansé	<b>AS / <u>A</u> / E / DC / D / NC</b>  <b>Priorité :</b> A enjeux
<b>Liste des installations inspectées :</b> Ensemble du site sauf bâtiment d'application de colle <b>Thèmes :</b> Gestion des rejets aqueux et atmosphériques, gestion des déchets, nuisances sonores, tours aéroréfrigérantes, prévention des risques technologiques <b>Référentiels de l'inspection :</b> - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 mai 2011 – Articles 1.6.2, 7.2.4, 7.6.6, 8.2.13, 8.2.14, 4.1, 4.2.2, 4.3.9.1, 10.2, 5.1.3, 5.1.6, 10.3.1, 5.1.9, 6.2.1, 6.2.2, 10.4.1, 7.2.1, 7.2.3.1, 7.5.7 alinéa 1, 7.6.4 alinéa 5, 8.2.10, 8.3.1, 10.1.1, - Arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 octobre 2012 – Article 1	
<b>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</b> Monsieur AMMAN Yann – Directeur du site Monsieur COLLEN Pascal – Responsable qualité hygiène sécurité environnement de la division bâtiments Madame ADOLF Valérie – Responsable qualité environnement du site	
<b>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</b> Le site appartenant précédemment à POLYDEC a été racheté en janvier 2014 par KNAUF. La société a effectué depuis de nombreuses modifications d'exploitation des installations du site (suppression de points de rejets aqueux et atmosphériques, changement de machine, création d'un bassin de rétention, etc..), d'autres sont encore en cours. L'exploitant s'engage à déposer en fin de premier semestre 2016 un dossier relatant l'ensemble des modifications apportées et justifiant la conformité du site à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 mai 2011.  L'ensemble des constats effectués lors de l'inspection est repris dans le tableau annexé à la présente fiche. Les non conformités constatées sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>• absence de mise à jour de l'étude de danger,</li> <li>• absence d'analyse des rejets aqueux,</li> <li>• absence de mesure des niveaux sonores et de l'émergence en ZER,</li> <li>• défaut de justification sur le dimensionnement de la rétention lié à l'aire de dépotage et présence d'une grille permettant l'évacuation des effluents potentiellement recueillis dans l'aire de dépotage dont la condamnation n'est pas justifiée,</li> <li>• absence de mesure en SO<sub>2</sub> dans les rejets atmosphériques en sortie de la chaudière et absence de mesure de la vitesse d'éjection,</li> <li>• absence de mesures des COVNM dans les rejets atmosphériques liés aux conduits 3 et 4,</li> <li>• absence d'estimation des rejets atmosphériques diffus,</li> <li>• absence de plan localisant les zones ATEX.</li> </ul>	

Les prescriptions de la mise en demeure du 11 octobre 2012 n'ont pas été entièrement respectées.  
Le dossier portant à la connaissance de monsieur le préfet les modifications apportées sur le site qui sera déposé en fin de premier semestre 2016 justifiera de la conformité des installations aux articles de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter pour lesquels l'exploitant a été mis en demeure.

**Suites envisagées :**

- Observations à traiter par courrier
- Nécessité de mettre à jour les prescriptions

**Liste des documents établis suite à la visite :**

- Tableau des constats
- Lettre à l'exploitant

Chalon-sur-Saône, le 26/11/2015

Rédacteur :

L'inspecteur de l'environnement

**Signé**

Emilie FEDIDE

Vérificateur :

Le responsable de subdivision

**Signé**

François BALMES

Approbateur :

Le responsable de l'unité territoriale  
de Saône-et-Loire

**Signé**

Patrice CHEMIN

**Textes réglementaires de référence :**

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 3 mai 2011 (AP)

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 octobre 2012 (APMD)

**TABLEAU DES CONSTATS**

Article	Points vérifiés	Conformité	Observations
<i>Conformité mise en demeure</i>			
<b>1.6.2 (AP) et 1 (APMD)</b>	<u>Mise à jour de l'étude de danger</u> Une mise à jour de l'étude de dangers est effectuée, et transmise à l'inspection des installations classées, sous 12 mois après la notification du présent arrêté.	NC	L'exploitant s'est engagé à mettre à jour son étude d'impact dans le cadre du porter à connaissance signifiant au préfet les modifications apportées sur le site depuis le rachat par la société KNAUF. Un bon de commande signé bon pour accord a été présenté à l'inspection pour la mise à jour de l'étude de danger. Ce porter à connaissance sera déposé en préfecture en fin du premier semestre de l'année 2016.  <i>→ L'exploitant s'est engagé à respecter cette prescription de la mise en demeure dans le dossier de porter à connaissance des modifications apportées sur le site.</i>
<b>7.2.4 (AP) et 1 (APMD)</b>	<u>Protection contre la foudre</u> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.	O	Lex travaux prévus par l'étude menée en 2013 ainsi que la mise à jour de cette étude par rapport à l'évolution de la réglementation ont été réalisés. L'exploitant justifie la mise en place de parafoudres et de paratonnerres. Une vérification des installations a été effectuée le 24/03/2015. Cette dernière précise qu'un parafoudre reste à installer au niveau de l'armoire n°8. L'exploitant indique que ce parafoudre a été installé depuis. <i>→ Cette prescription de la mise en demeure est respectée.</i>
<b>7.6.6 (AP) et 1 (APMD)</b>	<u>Bassin de confinement et bassin d'orage</u> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir les eaux pluviales (de toitures et de ruissellement) ainsi que l'ensemble des eaux potentiellement polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1300 m <sup>3</sup> avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales.	C	Un bassin de confinement des eaux et bassin d'orage a été mis en place en décembre 2013 au Sud-Est du site. Ce bassin a un volume de 2500 m <sup>3</sup> .  <i>→ Cette prescription de la mise en demeure est respectée.</i>



5.1.3 (AP)	<u>Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets</u> Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	C	Une zone de gestion des déchets est présente au Sud-Est du site. Différentes bennes sont attitrées aux divers déchets.								
5.1.4 (AP)	<u>Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement</u> L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.	O	Lors de la visite du site, des déchets restant de l'activité de POLYDEC n'ont toujours pas été évacués (fûts de colle, houses plastiques, ferrailles).								
5.1.6 (AP)	<u>Déchets : transport</u> Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R541-45 du code de l'environnement.	C	L'exploitant a indiqué ne pas avoir évacué de déchets dangereux depuis la reprise du site. Les huiles de maintenance des entretiens des engins sont reprises directement par le prestataire chargé de l'entretien.								
10.3.1 (AP)	<u>Analyse et transmission des résultats d'autosurveillance des déchets</u> Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.	C	Un registre informatique déchets a été présenté à l'inspection. Ce registre comprend les mentions de nature du déchet, date d'expédition, quantité, conditionnement, centre de traitement et traitement.								
5.1.9 (AP)	<u>Agrément des installations et valorisation des déchets d'emballages</u> <table border="1" data-bbox="327 1134 1070 1318"> <thead> <tr> <th>Nature</th><th>Provenance</th><th>Quantité</th><th>Condition de valorisation</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Emballages polystyrène expansé</td><td>Externe</td><td>1000 m<sup>3</sup>/mois (environ 150 tonnes)</td><td>Interne et externe</td></tr> </tbody> </table> Pendant une période de 5 ans doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle mentionnés aux articles L541-44 et L541-45 du code de l'environnement :	Nature	Provenance	Quantité	Condition de valorisation	Emballages polystyrène expansé	Externe	1000 m <sup>3</sup> /mois (environ 150 tonnes)	Interne et externe	SO	L'exploitant indique ne pas avoir récupéré de polystyrène provenant de l'extérieur.
Nature	Provenance	Quantité	Condition de valorisation								
Emballages polystyrène expansé	Externe	1000 m <sup>3</sup> /mois (environ 150 tonnes)	Interne et externe								

	<ul style="list-style-type: none"> <li>les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités d'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement),</li> <li>les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination,</li> <li>les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage,</li> <li>les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions</li> </ul>		
<b>10.4.1 (AP)</b>	<u>Mesures périodiques</u> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection.	<b>NC</b>	L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesures des niveaux sonores et des niveaux d'urgence. L'exploitant s'engage à effectuer des mesures une fois les modifications de son site terminées et à les inclure dans le porter à connaissance.
<b>6.2.1 (AP)</b>	<u>Valeurs limites d'urgences</u> 7h – 22h (semaine) : 5 dBA 22h – 7h (week-end) : 3 dBA	O	Cette prescription n'a pu être vérifiée.
<b>6.2.2 (AP)</b>	<u>Niveaux limites de bruit</u> 7h – 22h (semaine) : 60 dBA 22h – 7h (week-end) : 55 dBA	O	Cette prescription n'a pu être vérifiée.
<b>7.2.1 (AP)</b>	<u>Accès et circulation dans l'établissement</u> L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.	C	L'ensemble du site est clôturé, un portail est présent à l'entrée.
<b>7.2.3.1 (AP)</b>	<u>Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion</u> « Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. »	<b>NC</b>	L'exploitant a réalisé un inventaire des zones ATEX dans son établissement mais n'a pas effectué de plan localisant ces zones ATEX.



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.</li> </ul>	<p><b>NC</b></p> <p>Un argumentaire concernant l'impossibilité de réalisation de ces mesures et la non représentativité des résultats des mesures (si réalisées) sera inclut dans le porter à connaissance.</p> <p>L'exploitant n'a pas effectué d'estimation des émissions diffuses.</p> <p>→ <i>Ces prescriptions de la mise en demeure n'ont pas été respectées. L'exploitant modifie actuellement le fonctionnement de ses installations. Le dossier portant à la connaissance de monsieur le préfet les modifications apportées sur le site devra justifier du respect ou de l'impossibilité technique de respecter ces prescriptions.</i></p>
--	---	---